



Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Prestation de services de gardiennage des locaux de l'Ecole
Nationale supérieures de Mines de Saint-Etienne
Lot 2 : Site du campus Aix-Marseille-Provence**

Relance suite à déclaration sans suite du Lot 2¹

¹ Les modifications apportées au document suite à la première consultation ainsi que les clauses spécifiques au lot apparaissent en rouge

SOMMAIRE

Table des matières

| | |
|--|----|
| PREAMBULE..... | 4 |
| 1.Parties contractantes | 5 |
| 2.Objet du marché..... | 5 |
| 3.Forme du marché | 5 |
| 4.Durée | 6 |
| 5.Documents contractuels | 6 |
| 6.Conditions d'exécution des prestations..... | 6 |
| 7. VALIDATION DU PERSONNEL PAR L'EMSE | 7 |
| 8.Circonstances imprévisibles | 7 |
| 9.Constatation de l'exécution des prestations..... | 7 |
| 10.Obligations générales des parties | 8 |
| 11.Sécurité..... | 8 |
| 12.Groupement d'opérateurs économiques..... | 10 |
| 13.Modalités de fixation des prix | 10 |
| 14.Variation des prix | 11 |
| 15.Avances | 11 |
| 16.Délai de paiement | 12 |
| 16.Facturation | 12 |
| 17.Pénalités de retard | 14 |
| 18.Assurances..... | 14 |
| 19. Attestation de vigilance..... | 15 |
| 20.Résiliation | 15 |
| 21.Litiges et différends..... | 15 |
| 22.Confidentialité | 16 |
| 23.Dérogations au CCAG | 17 |

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PREAMBULE

L'IMT soutient l'innovation et le développement des entreprises. Il forme pour l'économie près de 13 000 ingénieurs, managers et docteurs. Il stimule la production de recherches créatrices de valeur : tous les ans, 50 brevets sont déposés et près de 2000 publications de rang A contribuent à la progression de la science. Enfin, il favorise l'entrepreneuriat et l'incubation de projets : chaque année, plus de 70 start-up sortent des incubateurs de ses écoles.

Établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances, le spectre thématique et territorial de l'IMT est large.

À l'écoute permanente du monde économique, il conjugue une légitimité académique forte et séculaire à une proximité concrète avec les entreprises. Acteur majeur du croisement entre les sciences et les technologies du numérique et de l'ingénieur, il est porteur d'une excellence reconnue sur les transformations numériques, environnementales et énergétiques, industrielles et éducatives qui traversent le XXI^e siècle.

L'IMT est actif au sein des alliances nationales de programmation de la recherche et membre fondateur de l'Alliance Industrie du Futur. Par ailleurs, la qualité et l'intensité de sa recherche partenariale sont reconnues par deux labels Instituts Carnot attribués dès 2006, renouvelés en 2011.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction Générale de l'Institut) :

- la Direction générale, située à Palaiseau
- Télécom Paris, située à Palaiseau
- IMT Atlantique, située à Nantes, Rennes et Brest
- IMT Nord Europe, située à Lille et Douai
- IMT Mines Albi, située à Albi
- IMT Mines Alès, située à Alès
- Institut Mines-Télécom Business School, située à Evry

- Mines Saint-Étienne, Située à Saint-Etienne et à Gardanne
- Télécom SudParis, Située à Evry et à Palaiseau.

Les missions de l'Institut Mines-Télécom sont l'enseignement Supérieur, la recherche et l'innovation dans les domaines de l'ingénierie et du numérique. A ce titre, l'ensemble des écoles accueillent environ 14 000 étudiants (du niveau licence au doctorat), génèrent chaque année plus de 100 millions d'euros de contrats de recherche et contribuent sous diverses formes à la création d'une centaine de start-up.

Le présent marché concerne Mines Saint-Etienne.

1.PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est passé entre d'une part :

Mines Saint-Etienne, 158 Cours Fauriel, CS62362, 42023 Saint-Etienne Cedex 2, représentée par son Directeur, Jacques Fayolle.

Mines Saint-Etienne est une école de l'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale.

Et d'autre part, **le titulaire**, dénommé ci-dessous le titulaire ou le prestataire.

2.OBJET DU MARCHE

Le présent marché concerne la prestation de services relative au gardiennage des locaux de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne.

Cette prestation comprend des prestations régulières et des prestations exceptionnelles.

Le détail des prestations est indiqué dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

3.FORME DU MARCHE

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. En revanche le présent marché fait l'objet d'une décomposition en lots géographiques :

-Lot 2 : locaux du Campus Aix-Marseille-Provence

- Locaux principaux dit CFR dit « zone sud »
- Maison des élèves dites « zone nord », 879 et 880 Route du Mimet 13541 Gardanne.

4.DUREE

Le marché prend effet le **1^{er} septembre 2025**. Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable 3 fois par reconduction expresse de l'EMSE.

Reconduction :

Dans un délai de trois mois précédant l'échéance annuelle, le pouvoir informe le titulaire par décision expresse de la reconduction du marché. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

Délai d'exécution :

Les délais d'exécution sont précisés dans le CCTP.

5.DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) complété du DPGF ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- L'offre technique du candidat ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures et services (CCAG FCS) (*)

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

6.CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations techniques du marché (les normes et spécifications applicables étant celles en vigueur à la date du marché), au Plan de Prévention et d'Intervention applicable à chaque site, au règlement intérieur de l'école et à sa politique RSE.

Décision de poursuivre :

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Clause de réexamen :

Il est prévu de rajouter au Lot 1 du présent marché, le gardiennage du bâtiment TWIN situé Rue Copernic à Saint-Etienne actuellement en réhabilitation. Les modalités de gardiennage du site n'étant pas définies, l'ajout du site fera l'objet d'un avenant.

L'ajout du site au présent marché ne pourra pas faire l'objet d'un refus du prestataire.

7. VALIDATION DU PERSONNEL PAR L'EMSE

Chaque agent affecté aux sites, fera l'objet d'une validation préalable de l'EMSE. Tout changement d'agent devra également faire l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur.

L'EMSE demandera ainsi toutes les pièces justificatives jugées nécessaires à l'exécution de la prestation.

8.CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

9.CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Des vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par un représentant de l'EMSE et seront intégrées dans le cadre des bilans définis dans les CCTP.

Des vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par le représentant du titulaire sur la base des modalités de contrôles établies dans son offre (prise de poste, rondes, pointages...).

Les agents chargés de suivi de la prestation de chaque site s'assureront de la bonne exécution de celle-ci selon les modalités de contrôles décrits dans le CCTP de chaque lot. Par ailleurs le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de pratiquer des contrôles de la bonne exécution du marché de façon inopinée. En cas de mauvaise exécution de la prestation dûment constatée, ils établiront un rapport adressé au représentant de chaque site ainsi qu'au titulaire défaillant.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

10.OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

11.SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

* Obligations générales :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la

disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au Règlement général sur la protection des données.

Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

12.GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si en cours d'exécution du marché, un des membres du groupement se retire, la personne responsable du marché peut accepter, par avenant, le remplacement du co assureur partant par un autre membre du groupement, sous réserves que les conditions d'exécution du marché restent strictement inchangées. Elle peut également faire le choix de poursuivre son exécution en coassurance incomplète ou résilier le marché.

13.MODALITES DE FIXATION DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix forfaitaires selon les stipulations de l'ATTRI1 et par référence à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour les prestations dites régulières. Le coût de la prestation régulière est annualisé. S'agissant des prestations irrégulières elles seront réglées par application du prix unitaires sur la base du BPU correspondant.

Les prix du marché sont exprimés en euros H.T.

14.VARIATION DES PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-FCS, le présent marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

Les prix sont indiqués aux annexes financières et à l'acte d'engagement (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire / Bordereau de prix Unitaires).

Les prix sont fermes et non révisables pour la période initiale de douze mois à compter de la notification du marché.

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date de reconduction du marché (date anniversaire de la notification) selon la formule suivante :

$$P = P_0 \cdot (IPN / IPN_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la prestation

P₀ = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 soit le mois de la date limite de réception des offres.

IPN = est la valeur de l'indice de prix de production des services aux entreprises base 100-2021-Service de sécurité-Identifiant : 010766543- Valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification du marché.

IPN₀ = est la valeur de l'indice de prix de production des services aux entreprises base 100-2021-Service de sécurité-Identifiant 010766543- Valeur de l'indice de référence prise au m0 (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Les prix ainsi révisés sont fermes durant la période de renouvellement. Les nouveaux prix ainsi défini s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la reconduction du marché et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

15.AVANCES

Les conditions de versement de l'avance sont prévues à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique. L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Si les conditions ci-dessus sont remplies, le titulaire peut bénéficier d'une avance de 20%.

L'avance est calculée sur la base du montant TTC du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai maximal de versement de l'avance est de 30 jours calendaire à compter de la notification du marché.

Le titulaire indique dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) s'il souhaite renoncer au bénéfice de l'avance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, il est précisé que c'est l'**option A** qui est retenue concernant les modalités de versement des avances.

16.DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'acheteur (sous réserve de validation du service fait – signature du PV d'admission des fournitures).

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Anne-Sophie CHAMBON
Agent comptable secondaire des écoles MINES St-Etienne, IMT MINES Albi et IMT MINES Ales
158 Cours Fauriel
42023 SAINT ETIENNE

16.FACTURATION

Pour les prestations régulières, La facturation sera mensuelle à terme échu et correspondra à un douzième du montant annuel.

Pour les prestations exceptionnelles la facturation, se fera après exécution.

Pour le Lot 2, le prestataire fera une facture distincte par zone (Zone nord / Zone sud) .

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Mines Saint-Etienne

Le code service pour la facturation Chorus: MSE_FACTURES_SERVICE_FINANCIER

SIRET : 18009202500105

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

17.PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, tout retard d'un ADS dans sa prise de poste doit être signalé à MINES SAINT-ETIENNE par les moyens décrits par le titulaire dans son mémoire technique et signalé à l'interlocuteur désigné par l'établissement dans le plan de prévention.

En cas de non-respect des horaires de l'agent MINES SAINT-ETIENNE pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50€. Au bout de trois manquements horaires dans le même mois, l'ADS sera réfuté par MINES SAINT-ETIENNE et le titulaire devra demander l'agrément d'un autre agent.

A défaut de demande d'agrément d'un nouvel agent il sera procédé à la mise en demeure du Titulaire.

En cas d'absences prévisibles et non prévisibles non remplacées dans l'heure une pénalité forfaitaire de 100 € par absence sera appliquée.

En cas de récurrence des absences sur une période de 6 mois consécutifs et dûment constatées par le pouvoir adjudicateur, sans mesure de remplacement immédiate par le titulaire, il sera procédé à la résiliation de droit du marché pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, l'exonération des pénalités de retard est laissée à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

18.ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'objet et l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande .

19. ATTESTATION DE VIGILANCE

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

20.RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune disposition particulière.

21.LITIGES ET DIFFERENDS

L'unité monétaire est l'euro.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG Fournitures et services.

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Lyon

Palais des Juridictions administratives

184, rue Duguesclin

69433 Lyon Cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00

Télécopie : 04 87 63 52 50

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

22.CONFIDENTIALITE

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'IMT au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

Le Titulaire s'engage naturellement à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'IMT pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'IMT s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le Titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Il prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le Titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication de ces informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

23.DEROGATIONS AU CCAG

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG-FS

L'article 17 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1, 14.1.3 du CCAG-FCS